

Immatriculation des tricycles, des motos-taxis et vélomoteurs : Eviter les rackets !

MALI

L'information est l'oxygène des temps modernes

MERCREDI 17 NOVEMBRE 2021

976

Malikilé

www.malikile.com

QUOTIDIEN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION



Assises Nationales de La Refondation

Le PACP en première ligne



La société civile Ouest-africaine : Un allié sûr du Mali face à la CEDEAO



Affaire Housseini A. Guindo : quand le Ministre de la Justice donne raison à Malikilé



COVID 19

CORONA VIRUS

PROTEGEONS NOUS ET PROTEGEONS LES AUTRES

Suivi des actions de prévention et de riposte au

16 Nov. 2021

RESPECTONS LES MESURES BARRIÈRES



Porter le masque quand la distance de sécurité ne peut être respectée



Se laver les mains régulièrement



Tousser ou éternuer dans le coude



Respecter la distance de sécurité



Utiliser le gel hydro-alcoolique pour vous désinfecter les mains



Eviter de se serrer les mains



Eviter de se toucher le visage : la bouche, les yeux ou le nez

Echantillons testés

965

Nouveaux cas confirmés

37

Nouveaux guéris

28

Nouveaux décès

01

Au cours des dernières 24 H

94 malades hospitalisés dans les structures de prise en charge dont
10 cas graves en soins intensifs
327 suivis à domicile

Bilan global de la situation du Covid 19

cas confirmés

16 716

Guéris

14 887

Décès

589

dont 722 font l'objet d'un suivi médical



MALIKILÉ

Sensibilisation

Ministère de la Santé et du Développement Social

P.11



P.18



P.24



/ Une /



Assises Nationales de La Refondation : Le PACP en première ligne

P.5

/ Brèves /



Mali : Amadou Kébé dit Dr Keb et Ousmane Coulibaly alias Bacozy libérés après trois mois et quinze jours de captivité

P.11

L'armée malienne repousse une attaque à Nara : 6 assaillants et 4 soldats maliens tués

P.11

Mali : Lancement de la 9ème édition des Journées Minières et Pétrolières

P.11

Mali : Les forces françaises de Barkhane ont quitté Tessalit

P.12

Diplomatie offensive du Mali : La panique s'installe, Paris accuse Moscou

P.12

Lutte contre l'insécurité : L'opération « coup de pied dans la fourmière » se poursuit à Bamako

P.13

/ Actualité /



Journée d'information des hommes de Médias sur la Cour Suprême : Retrouvailles entre deux familles complémentaires

P.15

9ème Edition des Journées Minières et Pétrolières : La recherche pétrolière et l'exploitation minière au centre des débats

P.16

Immatriculation des tricycles, des motos-taxis et vélomoteurs : Eviter les rackets !

P.17

Le Guide des Ançar à la Direction Générale de la Police Nationale : Un acte de gratitude

P.18

Bataille judiciaire pour le contrôle du CMC : La justice rejette les requêtes d'Ousmane Babalaye Daou

P.19

Rentrée scolaire 2021-2022 : La non-évaluation traîne sur le bureau de Dédéou Ousmane

P.20

/ Politique /



La société civile Ouest-africaine : Un allié sûr du Mali face à la CEDEAO

P.21

Affaire Housseini A. Guindo : quand le Ministre de la Justice donne raison à Malikilé

P.22

Sadou Harouna Diallo, ancien premier Vice-président de la CODEM : « Un nationaliste ne doit pas vouloir aller aux élections aujourd'hui »

P.24

Mali-CEDEAO : Choisir, c'est renoncer au reste

P.26

/ Culture & société /



7ème édition de la Nuit de la philanthropie : Le Général Ismaila Cissé reçoit le trophée « Philanthrope de l'année 2021 »

P.27

/ International /



Saïf Al-Islam Kadhafi : Forces et faiblesses d'une candidature

P.28

France : Macron débloque près de 2 milliards d'euros pour développer l'hydrogène vert

P.29

Ouganda : Un double « attentat » à Kampala fait plusieurs morts

P.30

/ Sport /



Mondial 2022 : Dans la souffrance, l'Algérie obtient son ticket pour les barrages

P.31

Comité de rédaction

Quotidien numérique d'informations générales paraissant du lundi au vendredi

Edité par la Société **Agence Malienne de Presse et d'Informations (AMPI)**

Siège : Rue du Gouverneur (902) Immeuble Baye Niass – Faladié [Bamako – Mali]

Email : ampikile@gmail.com

Site Web : www.malikile.com

Contacts : +223 70 44 22 23

• **Gérant :** Moctar Sow

• **Redacteur en Chef :**

• **Rédaction Générale :** Karamoko B. Keïta, Moctar Sow, Ibrahim Sanogo, Yama Diallo

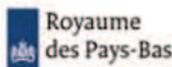
• **Service Commercial :** Youssouf Diarra

• **Secrétariat :**

FONDATION X FORUM DE BAMAKO



LA DÉGRADATION DES COURS D'EAU PAR L'ORPAILLAGE



ACI 2000 Hamdallaye, Rue 384, BP E1752
Site web : www.forumbamako.com / E-mail : infosffb@gmail.com
69 73 81 83 / 65 51 52 58 / 72 29 59 42 / 78 52 36 32.



Assises Nationales de La Refondation

Le PACP en première ligne

Dans le cadre de la recherche du consensus autour de l'organisation des assises Nationales pour la Refondation, le ministre de la Refondation de l'Etat, chargé des relations avec les institutions, Ibrahim Ikassa Maïga, s'est rendu, le lundi 15 novembre 2021, au siège du Parti pour l'Action Civique et Patriotique (PACP) pour rencontrer le président d'honneur du parti Niankoro Yeah Samaké et ses proches collaborateurs. Cette démarche novatrice a pour finalité de fédérer toutes les sensibilités du pays au processus de refondation en cours afin de poser les bases d'une gouvernance vertueuse.

La visite de courtoisie s'est vite transformée en une séance de travail. Partager la vision de la Refondation, notamment les réformes globales de l'État à travers le processus des Assises Nationales de la Refondation (ANR) tel était l'objectif de cette visite au siège du PACP.

Émerveillé par l'ouverture d'état d'esprit des membres du PACP, le ministre de la Refondation de l'Etat, chargé des relations avec les institutions, Ibrahim Ikassa Maïga, n'a pas manqué de souligner le rôle que ce parti joue dans le cadre de l'animation de l'échiquier po-

litique malien. « **Nous avons été émerveillés par le degré de préparation de cette force politique pour la reconstruction du Mali. Chose qu'ils ont déjà commencé au jour le jour et sur l'ensemble du territoire national ou la demande sociale, les attentes du peuple sont prises en charge et des réalisations conséquentes en matière d'infrastructures éducatives, sanitaires, en matière de bourses scolaires sont faites tous les jours. Et c'est cela la refondation. Il faudrait que pan par pan on puisse rebâtir ce pays. Certaines nations**

l'ont réussi avec brio, nous le pouvons aussi. La vision qui est proposée en terme de refondation qui consiste à capitaliser toutes les tentatives de solutions à nos problèmes à nos maux faites par nos devanciers ont été intégrées par le parti avant-gardiste pour l'action civique et patriotique. Oui ça été fait. Je pense que cette vision pour un Mali nouveau a été largement partagé par le PACP. Nous leur avons expliqué ce que nous, au niveau du département de la refondation, sous la férule du premier ministre et du président



de la transition ce que nous avons fait juste là. Le reste des actions que le panel des hautes personnalités et la commission nationale d'organisation vont entreprendre auprès de toutes les forces politiques, sociales, syndicales et autres. Le PACP est déjà prêt à les acquiescer et à donner sa contribution dans les villages, communes, cercles, régions jusqu'au niveau national y compris dans les pays de résidence des maliens de l'extérieur. **C'est déjà dire que ce parti est suffisamment prêt pour la reconstruction et c'est ce qui nous a émerveillé** », s'est-il réjoui. Aux dires du Président d'honneur du PACP, Niankoro Yeah Samaké, le ministre de la refondation nationale, chargé des relations avec les institutions, Ibrahim Ikassa Maïga qui est venu leur expliquer les perspectives du gouvernement sur la refondation : « **Aujourd'hui à travers cette visite, nous avons approfondi notre connaissance de la refondation selon les perspectives du gouvernement. Nous saluons les autorités de la transition à travers lui. Nous saluons le premier ministre Choguel Kokalla Maïga, nous saluons le président de la transition, le Colonel Assimi Goita pour cette initiative qui doit continuer. Parce que ceux qui sont réticents ou ceux qui sont comme nous au PACP prêts pour la refondation sommes tous les fils et les filles de ce pays. La façon dont le ministre Ibrahim Ikassa Maïga nous a expliqué les perspectives du gouvernement le PACP adhère pleinement à cette initia-**

tive. Nous nous sommes déjà préparés mais nous avons été mieux préparés à travers cette visite. Nous avons appris certaines choses que nous ne connaissions pas qui vont nous permettre participer plus en qualité aux prochaines Assises nationales pour la refondation. Les explications ont été nettes. La vision est claire que nous ne pouvons continuer à faire des choses comme avant », a-t-il affirmé. Aussi, le Président d'honneur du PACP, Niankoro Yeah Samaké, ajoute que le peuple entend exiger des résultats aux dirigeants. Le peuple malien entend participer pleinement à la prise de décision qui affecte le présent et le futur de cette nation. « **Nous invitons toutes les forces vives notamment les**

forces politiques même ceux-là qui sont un peu réticents que la politique de la chaise vide ne sert pas le peuple malien et ne sert pas les auteurs de cette politique. Ensemble ne fuyons pas le débat pour la refondation du Mali. Asseyons-nous, discutons, nous ne sommes pas obligés d'avoir les mêmes idées. Nous ne sommes pas obligés de tomber d'accord sur les mêmes idées. Que chacun apporte sa petite contribution, sa petite réflexion en contradiction jaillira la lumière pour la refondation du Mali. Pour que notre pays soit désormais une nation sur la colline qui illumine. Et pour cela, nous remercions et encourageons le ministre de la refondation. Nous vous donnons l'assurance que le PACP sera disponible et nous veillerons à chaque étape des assises prochaines pour contribuer de façon qualitative. Qu'on n'est pas peur les grandes idées, tout ce qui est controversé sera discuté pleinement. Au sortir des assises nous aurons la fondation d'un Mali fort, uni et prospère », a-t-il souhaité.

Le clou de cette visite a été la remise d'un jeu de document sur les Assises Nationales de la Refondation par le Ministre au Président Samaké, une manière d'encourager le Parti dans son élan de faire des Assises nationales une réussite nationale de par la qualité des propositions pour une nouvelle gouvernance vertueuse.

■ Ibrahim SANOGO



■ MALI Infos "ANW KO MALI"



Frappes ciblées maliennes
Suite à la présence et à la pression exercée par les GAT autour des localités de Marebougou et Soye, les FAMA ont conduit, hier 15 novembre 2021, plusieurs frappes aériennes sur plusieurs points de coordonnées autour de ces localités. L'objectif de ces frappes était de desserrer l'étau autour des dites localités et permettre la libre circulation des personnes et des biens.

Source: Forces Armées Maliennes
#Mali_infos_anw_ko_Mali



L'UE veut sanctionner le Mali et Wagner
Après la réunion des ministres des affaires étrangères des 27 États membres de l'Union européenne à Bruxelles, un consensus a été trouvé pour adopter un cadre légal de sanctions contre les autorités de la transition malienne mais aussi contre les membres de la société #Wagner et des sociétés qui travaillent avec lui.

#Mali_infos_anw_ko_Mali



■ Ministère des Affaires Étrangères - Coop - Int



Koulouba, le 16 novembre 2021.

Le Ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale, SEM Abdoulaye DIOP, a eu, ce mardi 16 novembre 2021, un entretien avec l'Ambassadeur de l'Union Européenne (UE) au Mali, SEM Bart OUVRY.

Au cours de cet entretien qui s'inscrit dans le cadre du dialogue politique entre le Mali et l'UE, les échanges ont essentiellement porté sur la situation sécuritaire dans le pays, le processus de Transition en cours et les défis communs à relever.

Le Ministre DIOP a, une fois de plus, sollicité la bonne compréhension de la Communauté internationale pour accompagner davantage le Mali pour la réussite de la Transition. Il a, enfin, évoqué la tenue prochaine des Assises nationales de la Refondation (ANR).

Bureau de l'Information et de la Presse/MAECI



■ Bakary Diarra



Deux navires de guerre Russe : un destroyer et un Croiseur sont très bien arrivés en Algérie.

La communication par satellite combiné (collecte d'informations précises sur le Mali) et d'autres activités militaires sont en cours depuis le 15 novembre 2021.



■ ADEMA/pasj-NEWS



ASSISES NATIONALES : Le Président de la Transition, SE le Colonel Assimi GOÏTA, Chef de l'État, a reçu en audience, ce mardi 16 novembre

2021, une délégation de l'Adema-PASJ, conduite par Marimantia DIARRA, Président du parti. L'ordre du jour de cette visite était la tenue des Assises nationales de la Refondation. Nous y reviendrons avec plus de détaille?



■ CANAM - MALI



CANAM : Le terrain, toujours prisé par le DG L'adage est connu : « mieux vaut voir une fois, que d'entendre cent fois ». Le Directeur Général Dembélé, toujours proche de ses « éléments », affectionne les visites de terrain.

Aujourd'hui mardi, 16 novembre 2021, il a fait un « saut » au Centre de Santé de Référence de Kalabancoro où il s'est imprégné des conditions de travail des agents de l'Espace AMO.

Venu de manière inopinée, il a tenu à rendre visite au médecin chef du Centre de Santé.

Des solutions idoines seront apportées aux difficultés recensées. Il n'a pas manqué de saluer le travail des agents AMO, non sans annoncer qu'il ne tolérerait aucune absence des agents. SERCOM/CANAM.



■ Gouvernorat Région De MOPTI



INFOS / MOPTI : Interruption de la fourniture en électricité dans la ville de Mopti , suite à un accident de circulation ce Mardi matin 16 Novembre 2021 aux environs de 04 Heures et 30 mn .

Face aux désagréments causés par cet incident , toutes les équipes d'EDM - SA sont à pied d'œuvre pour le retour rapide à la normale . CCOM / GOUVERNORAT - MOPTI



■ Emmanuel Macron



Officiel du gouvernement - France Avec le plan #France2030, nous allons investir près de 2 milliards d'euros pour développer l'hydrogène vert. C'est une bataille pour l'écologie, pour l'emploi, pour la souveraineté de notre pays que nous allons mener.

Larmes des pauvres



#Mali --l'écllosion de la violence continue dans la région de #Kayes, ce 16/11 les djihadistes ont attaqué des agents des eaux et forêts à #Torodo (38 km au nord-est de #Diéma). Le chauffeur et le véhicule ont été enlevés par les assaillants.

#Mali --#Koulikoro l'attaque contre le détachement de #Nara révèle un sérieux revers pour les assaillants, selon le journal inter à Nara, les djihadistes ont enterré vingt- six (26) corps à #Louadi_Chérif une localité proche de #Guiré.

#Mali --#Mopti Ce 15/11 les combattants de la kM ont attaqué une position de la milice dan na amassagou à #Dégou (23 km de #Somadougou au sud). Des miliciens tués et des blessés transportés à l'hôpital de #Sévaré.

Wassim Nasr



#Uganda l'EI revendique les attaques de #Kampala qui ont visé le parlement & le QG de la police avec deux valises bourrées d'explosif // les 3 kamikazes sont présentés comme des locaux



Forces Armées Maliennes



Suite à la présence et à la pression exercée par les GAT autour des localités de #Marebougou et #Soye, les #FAMa ont conduit, hier 15 novembre 2021, plusieurs frappes aériennes sur plusieurs points de coordonnées autour de ces localités.

Samba Gassama General



La catégorie professionnelle la plus représentée au sein du CNT est celle des comédiens. Ils sont nombreux déh, trop de comédiens et puis des mauvais comédiens hein.

Mamadou Ismaila KONATE



Bravo au GS-MJ pour cette instruction vers le PG, qui devrait agir, même sans, pour mener cette action préconisée. Se faisant, vous êtes conforme aux exigences de l'Etat de droit et la protection de M. HAG est une de ces exigences. #EtatDeDroit #DroitsEtLibertés #

Ashley Leïla MAIGA



Les autorités de la #Transition insinuent-elles que Poulo a menti et que la tentative d'enlèvement dont il se dit être victime est fictive ? Walahi nous sommes gouvernés par des démons. Que Dieu sauve le #Mali



Dr Djamilia Ferdjani



Les pauvres ont deux gros atouts que les riches ne possèdent pas toujours: 1) Quand ils sont aimés, ils le sont sincèrement. 2) Personne n'attend leur mort..

Présidence Sénégal



Le Président @Macky_Sall a quitté Dakar ce mardi 16 novembre 2021 pour prendre part aux cérémonies commémoratives du 48e anniversaire

de l'indépendance de la Guinée Bissau. Invité par son homologue bissau guinéen le Général @USEmbalo le Chef de l'Etat sera de retour le jour même.



Florence Parly



L'Espace est un bien commun, celui des 7,7 milliards d'habitants de notre planète. Les sac-cageurs de l'Espace ont une responsabilité accablante en générant des débris qui polluent et mettent nos astronautes et satellites en danger.

aBamako



L'Imam Mahmoud Dicko s'adressant aux autorités de la Transition: « Dieu a retiré le pouvoir à l'ancien régime à cause des mauvaises pratiques. Et si ces mêmes pratiques continuent, Dieu vous l'arrachera aussi »
<http://news.abamako.com/h/261934.html>



Élections générales du 27 février 2022: « Pour l'organisation d'une bonne élection, il faut au préalable résoudre la question du fichier électoral, cela devrait être l'une des préoccupations du gouvernement », dixit Mohamed Aly BATHILY

MAD SECURITE

SOCIÉTÉ DE GARDIENNAGE ET DE SURVEILLANCE





MAD SECURITE

NOUS AVONS POUR MISSION D'ASSURER LA SÉCURITÉ DE VOS LOCAUX 24H/24

NOTRE SOCIÉTÉ
 Enregistrer au registre de commerce
 Agrément de l'état
 Couverture assurance RC Professionnelle

NOS AGENTS
 Former par des experts en art martial et sécurité
 Formation pratique et théorique
 Enquête de moralité
 Agents bien équipés
 uniforme aux couleurs de la société
 outils de sécurité adaptés à l'environnement et à la situation

EFFICACITÉ
 Contrôles inopinés
 Des contrôleurs assurent le suivi et la présence des agents
 Fiche de suivi et évaluation

SERVICE AJOUTÉ
 Audit et Installation d'outil de surveillance et de sécurité sur mesure et à la demande







MAD SECURITE : Sotuba aci près du boulevard des armés, non loin du 16^{ème} arrondissement - Tel : 76 29 07 36 / 50 45 45 52
 Email : securinetsarl@gmail.com

Mali : Amadou Kébé dit Dr Keb et Ousmane Coulibaly alias Bacozy libérés après trois mois et quinze jours de captivité



Enlevé le 29 juillet 2021 à Goundam, dans la région de Tombouctou, Amadou Kébé, communément appelé Dr Keb, a été libéré, ce lundi 15 novembre 2021. Son compagnon Ousmane Coulibaly dit Bacozy recouvre aussi sa liberté après plus de trois mois de captivité.

Ce matin, les deux artistes ont été reçus par le Président de la Transition, SE Colonel Assimi GOÏTA, Chef de l'État, au Palais présidentiel de Koulouba. Cette libération a été obtenue grâce à la conjonction des efforts entre les forces armées et de sécurité et les services de renseignements du Mali, auxquels le Président de la Transition a adressé ses encouragements. Par la même occasion, le Chef de l'État réitère la ferme volonté des autorités maliennes à obtenir la libération de toutes les personnes retenues en otage sur le territoire malien.

Source : Présidence de la République du Mali

Mali : Lancement de la 9ème édition des Journées Minières et Pétrolières



Le Premier ministre, Chef du Gouvernement, M. Choguel Kokalla Maïga, a lancé, ce mardi 16 novembre 2021, la 9e édition des Journées Minières et Pétrolières du Mali (JMP Mali).

C'était en présence des Présidents du Haut Conseil des Collectivités, du Conseil Économique et Social, de membres du Gouvernement et des ministres en charge des Mines du Burkina Faso et du Niger. Dans son allocution, le ministre des Mines, de l'Energie et de l'Eau, M. Seydou Lamine Traoré, a rappelé que le secteur minier occupe une place importante pour notre pays, en témoignent les 450 mil-

L'armée malienne repousse une attaque à Nara : 6 assaillants et 4 soldats maliens tués



L'armée malienne a repoussé, le dimanche dernier, une attaque terroriste contre le poste de sécurité de Guiré, près de la frontière avec la Mauritanie. Selon le bilan provisoire dressé par l'armée malienne, 6 assaillants et 4 soldats ont été tués lors de l'accrochage.

Le dimanche 14 novembre 2021, les militaires maliens du poste de sécurité de Guiré, secteur 6, région de Nara, ont vigoureusement repoussé une attaque d'un groupe armé terroriste, lit-on dans le communiqué de l'armée malienne. 6 assaillants ont été tués lors de l'accrochage qui s'est déroulé dans l'après-midi, vers 14h45. En plus de 14 militaires maliens blessés, l'armée malienne précise aussi avoir perdu 4 militaires lors des combats. « 03 blessés ont été évacués par un hélicoptère FAMA pour leur prise en charge. » Dans son dernier rapport sur la situation au Mali, Antonio Guterres, le Secrétaire général des Nations Unies, a fait savoir qu'au cours du dernier trimestre, les Forces de défense et de sécurité maliennes ont été la cible de 31 attaques, dont 17 dans la région de Mopti, 6 dans la région de Gao, 3 dans la région de Ségou, 4 dans la région de Tombouctou et 1 dans la région de Ménaka. « Ces attaques ont provoqué la mort de 40 personnes, dont 25 membres des Forces armées maliennes, 14 membres de la police et de la gendarmerie et 1 membre de la Garde nationale, et en ont blessé 72, dont 47 membres des Forces armées maliennes et 25 membres de la police et de la gendarmerie », lit-on dans le rapport.

Madiassa Kaba Diakit / Source : Le Républicain

liards de francs de recettes fiscales que ce secteur a apportées à l'État en 2020. Dans son intervention, Choguel Kokalla Maïga a présenté les condoléances au nom du Président de la Transition, Chef de l'Etat, Son Excellence le Colonel Assimi Goïta, ainsi que celles du Gouvernement, au ministre Burkinabé présent dans la salle, après l'attaque du camp militaire de Inata. Le Chef du Gouvernement a rappelé que la victoire face au terrorisme passe par la solidarité entre nos deux peuples, entre les Peuples du Sahel, autour de leurs forces de défense et de sécurité. M. Maïga remercié les investisseurs et les sociétés minières pour leur contribution à l'effort national. Le Premier ministre a rappelé que les ressources naturelles ne sont pas inépuisables et a appelé les opérateurs du secteur à intensifier la recherche afin de créer de nouveaux pôles miniers.

Source : CCRP/Primature

Mali : Les forces françaises de Barkhane ont quitté Tessalit



Les FAMA, les Forces armées maliennes, sont désormais seules aux commandes de la base avancée de Tessalit. Depuis plusieurs années, elles y travaillaient conjointement avec l'armée française, mais depuis juillet dernier, les forces françaises ont entamé leur retrait de cette zone.

Avec notre envoyé spécial à Gao, Franck Alexandre Ce fut un départ millimétré qui fut une véritable prouesse logistique. Nom de code : opération Arcole. Ces trois derniers jours, deux gros porteurs A400M de l'Armée de l'air ont effectué six rotations quotidiennes pour évacuer de la base de Tessalit vers celle de Gao le matériel, les véhicules et les 90 derniers soldats français. L'ambiance était étonnante dans ce poste avancé de Tessalit, vide de ses militaires français alors que cet été, ils étaient encore 400. Ces derniers jours, la vie s'est donc concentrée autour d'un poste de commandement réduit à sa plus simple expression. De leur côté, les FAMA prenaient possession des baraques. Tessalit, c'est un grand déménagement.

Les FAMA sont désormais 200 dans ce poste le plus septentrional du Mali, et même si les militaires maliens ont suivi un entraînement intensif, leurs homologues français leur ont remis une radio en partant et des soldats maliens ont été formés au guidage des avions, notamment ceux de la chasse française basée à Niamey. À Tessalit, l'armée française a également laissé son matériel de vie en campagne : tables, chaises, lits, frigos. Les FAMA, épaulées aussi par un gros contingent de la MINUSMA, sont donc aujourd'hui solidement retranchés dans un camp bien équipé. Deux cents soldats des forces armées maliennes occupent donc désormais l'ex-poste avancé français de Tessalit. La force Barkhane se dit néanmoins prête à leur apporter un soutien aérien si nécessaire. Désengager une base, la laisser à nos partenaires maliens et non pas à une relève française, c'est un sacré challenge... une séquence intense avec des moments forts que nous garderons en mémoire...

Source : RFI

Diplomatie offensive du Mali : La panique s'installe, Paris accuse Moscou

Paris ne dort que d'un seul œil ces derniers temps. Ce vendredi 12 novembre 2021, il a mis Moscou en garde que tout déploiement de mercenaires paramilitaires de la société Wagner dans la bande Sahélo-sahélienne est « inacceptable ». C'était lors d'une rencontre ministérielle bilatérale à Paris.

Quand on cherche, c'est avec l'espoir de trouver. Paris récolte ce qu'il a semé. En effet, depuis le discours du siècle tenu par le Premier ministre, Dr Choguel Kokalla Maïga, à la tribune des Nations Unies, Paris ne cesse de s'attaquer aux autorités de transition du Mali. Le ministre malien des Affaires Étrangères et de la Coopération Internationale, Abdoulaye Diop, a effectué une visite, ce jeudi 11 novembre 2021 à Moscou, au cours de laquelle il a échangé avec son homologue Sergueï Lavrov sur un éventuel sujet de coopération entre les deux Pays. « Nous sommes là pour réaffirmer notre volonté de travailler avec la Russie pour le renforcement de notre coopération. Le Mali n'a rien à cacher en venant à Moscou », a-t-il affirmé.

Suite à cette rencontre, Paris a aussi profité de l'occasion lors d'un entretien à Paris entre les ministres des Affaires étrangères, Jean Yves Le Drian et celui des Armées Florence Parly avec leur homologue Russe Sergueï Lavrov et Sergueï Choïgou pour réitérer leur message de fermeté quant aux risques de déstabilisation et d'atteinte aux intérêts de la France et ses partenaires engagés dans la lutte contre le terrorisme au Sahel. N'est-il pas temps pour Paris de reconnaître sa défaite dans cette lutte contre le terrorisme au Mali ? Quand on sait que la présence des forces armées françaises date de 2012, et depuis lors rien n'a changé. Cela devrait être un motif pour Paris et ses valets d'Afrique de laisser les Maliens manifester leur volonté de coopérer avec d'autres partenaires pour mettre fin aux calvaires. Paris et ses complices doivent savoir que la devise : « Nous sommes un peuple-un but-une foi ». Nous sommes debout sur les remparts et nous sommes résolus de mourir pour la liberté de notre nation.

Le Mali a besoin aujourd'hui d'un partenaire crédible et fidèle pour ramener la stabilité sur toute l'étendue du territoire national. L'heure n'est plus opportune pour les Maliens d'aller dans le sens de la diversion. Seule l'union sacrée peut résoudre la crise multidimensionnelle. Qu'Allah sauve le Mali !

Siriki KONE / Source : L'Alerte



Lutte contre l'insécurité : L'opération « coup de pied dans la fourmière » se poursuit à Bamako

Face au phénomène de l'insécurité, les autorités compétentes sont décidées à prendre le taureau par les cornes. Elles multiplient les initiatives pour éradiquer ce fléau. C'est ainsi que la Direction Générale de la Police Nationale a encore mené une descente de police, le mardi 9 novembre 2021, contre les bandits qui se réfugient sous les 3 ponts de Bamako et les berges du fleuve Djoliba.

Ces opérations de police visent à protéger les personnes et à sécuriser leurs biens à travers une forte présence des éléments des forces de l'ordre sur le terrain.

Le vendredi 12 novembre 2021, l'opération « coup de pied dans la fourmière » s'est poursuivie, cette fois-ci, à Tabacoro logements sociaux, aux 1008 logements sociaux et les berges du fleuve Niger, côté Missabougou, en passant par les dessous du Pont de l'Amitié Sino-malienne dit 3ème pont. Ces lieux ont été transformés en lieu de retrait des ban-

dités armés et des consommateurs de drogue.

C'est une gigantesque armada qui a été déployée dans cette opération de ratissage d'envergure. Environ une centaine d'éléments et une vingtaine de véhicules ont été déployés. L'opération s'est déroulée de 19 heures à 23 heures en présence du Directeur Général, le Contrôleur Général Soulaïmane TRAORE, entouré de ses proches collaborateurs.

« Notre volonté est de faire régner l'ordre public et la sécurité dans les rues, dans les quartiers, dans les villes et partout où sévissent les bandes armées », a lancé le Directeur Général de la Police Nationale devant ses hommes pour les galvaniser. Il les a exhortés de traquer sans répit les malfaiteurs.

Au terme de l'opération, les forces de l'ordre ont interpellé treize (13) individus potentiellement dangereux et saisi quatre (04) motos de type Djakarta. « C'est une belle initiative qui est à saluer vraiment. A cause de ces bandits, nous ne pouvons plus dormir tranquillement chez nous », s'exclame un habitant de Bamako qui a préféré garder l'anonymat. « Si la police fait ce genre de descente de façon régulière, nous serons davantage rassurés » a-t-il ajouté.

Source : Cellule de communication de la Police nationale du Mali



malikile.com
 La première Plateforme de Distribution de communiqués et de relation médias et bien d'autres services !

MIGRATION IRREGULIERE : 48 MALIENS PERISSENT EN MER



Le champ d'application de la Loi n°2014-015 du 27 mai 2014

portant prévention et répression de l'enrichissement illicite
s'étend à tous les agents publics sans exception

Article 2: Au sens de la présente loi, constitue un enrichissement illicite : soit l'augmentation substantielle du patrimoine de toute personne, visée à l'article 3 ci-après que celui-ci ne peut justifier par rapport à ses revenus légitimes, soit un train de vie menée par cette personne sans rapport avec ses revenus légitimes.

Article 3: Sont assujettis à la présente loi, toute personne physique civile ou militaire, dépositaire de l'autorité publique, chargée de service public même occasionnellement, ou investie d'un mandat électif ; tout agent ou employé de l'Etat, des collectivités publiques, des sociétés et entreprises d'Etat des établissements publics, des organismes coopératifs, unions, associations ou fédérations desdits organismes, des associations reconnues d'utilité publique, des ordres professionnels, des organismes à caractère industriel ou commercial dont l'Etat ou une collectivité publique détient une fraction du capital social, et de manière générale, toute personne agissant au nom ou pour le compte de la puissance publique et/ou avec les moyens ou les ressources de celle-ci.

Les dispositions de la présente loi sont aussi applicables à toute personne morale qui a participé à la commission de l'infraction.



Journée d'information des hommes de Médias sur la Cour Suprême : Retrouvailles entre deux familles complémentaires

Ce mardi 16 novembre 2021, s'est tenue dans les locaux de la Cour suprême du Mali une journée d'information des hommes de médias sur la Cour Suprême sur l'initiative du Cadre de Concertation des Directeurs de Publication (C. C. D. P.). Ladite journée d'échanges était d'expliquer aux médias sur les missions, le fonctionnement, la composition, les domaines de compétences, les pouvoirs et la portée des décisions de la haute juridiction régulatrice qu'est la Cour Suprême.



La présente journée d'information intervient dans le cadre du programme d'activités 2021 du C. C. D. P dans lequel un certain nombre de services publics ou privés de l'État sont sollicités pour édifier la lanterne des journalistes, entre autres sur leurs missions, fonctionnement et principales activités. Ce qui, du coup les aide énormément, quand il s'agit pour les journalistes de faire des articles de presse, reportages radios ou télévisuels sur lesdites structures. Avec cette journée d'échanges, ils seront en passe d'achever un cheminement de compréhension des acteurs de médias de deux institutions de la république, à savoir la Cour Constitutionnelle du Mali dont la journée d'information s'est tenue en août dernier et la Cour Suprême, aujourd'hui. Car, nombreux sont les hommes de médias qui confondaient leurs missions et leurs domaines d'actions respectifs. Au cours de cette journée M. Baba Berthé, pro-

fesseur de droit public et ancien ministre a édifié les hommes de médias sur le rôle de gardienne du droit qu'est la cour suprême. Pour le Coordinateur du CCDP M Aboubacar Z. Bany, les patrons de presse sont à l'école du Président de la Cour Suprême, magistrat de classe exceptionnelle, entouré des experts du droit public et des relations publiques, pour apprendre ce qu'est la Cour Suprême Mali dans toute sa dimension. Les mots ou expressions juridiques ne sont pas souvent aisés à comprendre par beaucoup de journalistes et animateurs de divers médias. Il arrive que quand les professionnels du droit au quotidien s'expriment, que les journalistes ne sachent pas sur quel pied se tenir. Quant au Président de la Cour Suprême du Mali M Wafi Ougadeye, la rencontre entre le monde des médias et de la communication et les membres de la cour suprême du Mali est un moment à la fois, spécial et important. Elle

constitue, à ses yeux, une retrouvaille entre deux familles complémentaires qui ont beaucoup de points communs. La première, les gens des médias et de la communication, ayant une bonne connaissance de l'actualité tandis que la seconde, les professionnels du droit, ont un solide socle de connaissances dans les matières fondamentales du droit. Sans être exhaustif, on peut sans risque de se tromper souligner, qu'elles partagent des valeurs communes telles que l'indépendance, l'impartialité, l'objectivité, la recherche de la vérité et la protection des libertés. Elles sont toutes deux profondément attachées au respect du secret tant des sources que des enquêtes et de l'instruction judiciaire. L'une comme l'autre reçoit des faits pour l'atteinte de leurs missions : informer, éduquer, sensibiliser, instruire, faire connaître ou rendre la justice. Ces faits sont traités pour être transformés en information ou en actes juridiques. Il permettra en fin d'irriguer nos réflexions sur divers domaines d'intérêt commun. Il convoquera inévitablement d'autres thématiques telles que la communication au niveau des juridictions, la recherche du juste équilibre entre l'indépendance de la justice et la liberté d'expression, si chère à chacune de nos corporations, la conjuration du secret tant de l'instruction judiciaire que des sources de l'information que certains considèrent comme « la pierre angulaire de la liberté de la presse », le spectre de la dépenalisation des infractions à la loi sur la presse et bien sûr, d'autres sujets d'intérêts communs. Il ne peut y avoir d'antagonisme entre justice et presse. Le pouvoir judiciaire et le monde de la presse ont vocation à contrebalancer les autres pouvoirs.

Bokoum Abdoul Momini

9^{ème} Edition des Journées Minières et Pétrolières : La recherche pétrolière et l'exploitation minière au centre des débats

Faire de l'industrie extractive le moteur du développement durable tel est l'objectif de la 9^{ème} édition des journées minières et pétrolières (JMP). Les travaux de lancement, ont été présidés, le mardi 16 novembre 2021, par le Premier ministre, Choguel Kokalla Maïga a lancé, ce mardi 16 novembre 2021, au Centre de conférence internationale de Bamako. La cérémonie d'ouverture a enregistré la présence des Présidents du Haut Conseil des Collectivités, du Conseil Économique et Social, de membres du Gouvernement et des ministres en charge des mines du Burkina Faso et du Niger.



Le thème de cette 9^{ème} édition des journées minières et pétrolières (JMP) est : « Développement du Contenu local : Enjeux, Perspectives et rôle de l'Etat ». Les journées minières et pétrolières s'inscrivent dans le cadre du renforcement et de la promotion du rôle et la place des ressources minières et énergétiques, en tant que ressources stratégiques, créateurs d'emplois, de richesses et de croissance. Il est important de préciser aussi qu'il s'agit de renforcer les secteurs minier et pétrolier du pays, présenter ses potentialités économiques et échanger avec toutes les acteurs de ce domaine. Grand pays minier avec quatorze mines industrielles d'or et plusieurs sites d'orpaillage, le Mali regorge d'énormes ressources minérales telles que le lithium, le fer, le manganèse, le phosphate, la bauxite, l'uranium, le diamant, le calcaire, le sel gemme. Fort de ce constat, les journées minières et pétrolières sont organisées depuis 2005 par le Département et

ses partenaires dans l'agenda international et africain dédié aux matières minérales. En prenant la parole, le ministre des Mines, de l'Energie et de l'Eau, Lamine Seydou Traoré a rappelé que le secteur minier occupe une place importante pour notre pays en témoigne les 450 milliards de francs de recettes fiscales que ce secteur a apporté à l'État en 2020. Dans ses propos liminaires, le premier ministre, le Dr Choguel Kokalla Maïga, a remercié les investisseurs et sociétés minières pour leur contribution à l'effort national. Subséquemment, il a rappelé que les ressources naturelles ne sont pas inépuisables et a appelé les opérateurs du secteur à intensifier la recherche afin de créer de nouveaux pôles miniers. Visiblement comblé de thème de cette édition, le premier ministre laissera entendre que cet événement est une plateforme permettant de promouvoir les mines et le pétrole pour les décideurs publics et les professionnels du sec-

teur. « Pour parvenir à ce double objectif le gouvernement soutient pleinement la mise en place et le renforcement de chaînes de production locales. En outre, il s'agira de créer les chaînes de valeur de l'industrie minière et pétrolière, afin de réaliser les conditions d'émergence de l'économie nationale, suivant les principes de gestion durable et transparente des ressources naturelles. L'exercice d'introspection doit également porter sur l'évaluation des actions entreprises, des résultats réalisés, l'apport des industries extractives dans le développement socio-économique de notre pays, ainsi que sur les voies et moyens à envisager ensemble pour l'avenir du secteur minier et pétrolier », a-t-il souligné.

Faut-il le rappeler que dans ce secteur, les menaces contre la paix et la sécurité ont quasiment donné un coup d'arrêt à la recherche pétrolière dans les bassins sédimentaires situés dans le septentrion de notre pays. Dès lors, le lien entre sécurité, recherche pétrolière et exploitation minière est au cœur de la stratégie du Gouvernement pour le renforcement et la restauration de la sécurité sur l'ensemble du territoire national. Outre le défi sécuritaire, les panelistes, durant ces trois jours, vont débattre sur les aspects du développement du secteur minier et pétrolier afin de relever les défis de diversification de la production dominée jusque-là par l'Or. La visite des stands par le chef du gouvernement Dr Choguel Kokalla Maïga et sa délégation a été un temps de la cérémonie d'ouverture de la 9^{ème} édition des journées minières et pétrolières.

■ Ibrahim SANOGO



Immatriculation des tricycles, des motos-taxis et vélomoteurs : Eviter les rackets !

Le ministre des Transports et des Infrastructures, Mme Dembélé Madina Sissoko, a lancé le lundi dernier l'opération spéciale d'immatriculation des tricycles, motos-taxis et vélomoteurs et de délivrance des permis de conduire aux conducteurs. C'était à la Direction Régionale des Transports Terrestres, Maritimes et Fluviaux.

Cette opération, dit-on, vise à réguler la circulation de ces engins, lutter contre l'insécurité routière et participer à la sécurité collective. L'initiative, dans des conditions normales, est certes louable, mais on doit faire extrêmement attention pour ne pas ouvrir un autre front contre la Transition déjà engluée dans les creux de la vague !

Pour rappel, le Conseil des ministres du mercredi 15 septembre 2021 a pris acte d'une communication verbale se rapportant au lancement du processus d'immatriculation et de délivrance de permis de conduire à l'endroit des propriétaires et des conducteurs des tricycles, taxi-motos et vélomoteurs à travers

une opération spéciale. Elle consiste à une réduction tarifaire sur les documents de transports, la carte grise et la plaque d'immatriculation : 7.500 FCFA au lieu de 17.500 FCFA. Le permis et l'autorisation de conduire à 5.000 FCFA au lieu de 13.750 FCFA. La mise en œuvre de cette opération, qui s'étalera sur neuf mois, sur toute l'étendue du territoire national, permettra, selon les services du Ministère des Transports, d'immatriculer l'ensemble des tricycles et taxi-motos et d'effectuer convenablement des contrôles/sanctions des infractions à la circulation routière devant considérablement améliorer la sécurité routière. Selon la ministre Madina Sissoko, au Mali, l'inefficacité du transport en commun et l'encombrement des chaussées ont fait que les gens se sont donnés comme moyen de transport les engins à deux roues appelés « moto taxi » et ceux à trois roues appelés tricycles ou « katakatani ».

Quand ces engins ont été autorisés à utiliser les chaussées, il a été constaté des cas d'ac-

cidents souvent mortels. Il fallait dès lors prendre des dispositions pour pouvoir les régler conformément au code de la route. Et Dembélé Madina Sissoko d'indiquer : « Il s'agit pour chaque conducteur d'avoir son permis de conduire et chaque propriétaire d'avoir une carte grise pour la moto, une assurance et les motos doivent avoir des numéros d'immatriculation. Nous demandons à l'ensemble des propriétaires et conducteurs de venir, du 15 novembre jusqu'à août 2022 souscrire cette opération spéciale à des tarifs moyens pour acquérir ces documents de transport ».

Ainsi, au niveau du District de Bamako, il est prévu trois centres : la Direction Régionale des Transports Terrestres, Maritimes et Fluviaux sur la Rive droite et la rive gauche ; la Subdivision des routes qui se trouve dans la cour de la CTRU au niveau de la Zone industrielle ; et le Garage Administratif à Darsalam. Les centres d'immatriculation ont été multipliés pour que les propriétaires des engins puissent se mettre en règle sans trop de tracas. Aussi, toutes les directions régionales en charge des Transports terrestres sont identifiées comme des centres d'enregistrement et de délivrance des documents de transport, l'objectif étant de donner aux conducteurs des engins en question les notions sur le code de la route à travers des épreuves théoriques et pratiques.

Comme nous l'avons dit, il faut cependant tout faire pour que cette opération ne débouche sur des sources de tension en ce moment critique de notre histoire. En effet, il est établi que des opérations de ce genre sont souvent saisies par les agents en charge de veiller à ce que tout se passe bien pour s'adonner à des rackets, tout comme des policiers de la circulation qui, illico orientent tous leurs efforts dans la traque et le racket des usagers concernés par la mesure. Le pays fait face à tellement de fronts (flambée des prix des produits de première nécessité, climat social lourd avec des revendications corporatistes, tensions politiques liées à la prorogation de la Transition, insécurité grandissante...), qu'il serait dommage d'en rajouter d'autres !

Il faut donc éviter la dispersion face à un Etat très fragile qui a besoin de soutien à l'interne tout comme à l'extérieur pour se relever et faire face aux défis !

■ Yama DIALLO

Le Guide des Ançars à la Direction Générale de la Police Nationale : **Un acte de gratitude**



Le Guide spirituel des Ançars et président du Haut Conseil Islamique du Mali (HCIM), Chérif Ousmane Madani Haidara a été reçu, le lundi 15 novembre 2021, par le Directeur Général de la Police Nationale, le Contrôleur Général Soulaïmane Traoré. La rencontre a eu lieu à la Direction Générale de la Police Nationale, en présence des représentants de l'ensemble des forces de sécurité et de plusieurs responsables de la police. Le Guide des Ançars était venu remercier les forces de sécurité pour leur travail lors de la couverture sécuritaire du Maouloud dernier. À l'entame de ses propos, Chérif Ousmane Madani Haidara a invité chaque fidèle à avoir une pensée pieuse pour le Mali dans ses prières. Selon lui, seules les prières et les bénédictions permettent de sortir un pays d'une crise comme celle que connaît le Mali. Ainsi, il a invité chaque Malien à la retenue dans ce contexte très particulier pour le pays. Le Président du Haut Conseil Islamique du Mali, le Chérif Ousmane Madani Haidara, a aussi eu une pensée très pieuse pour les militaires

tombés sur le champ de l'honneur avant de prier pour le repos de leur âme.

De même, il a exprimé sa solidarité et celle de l'ensemble de la communauté musulmane aux familles des soldats morts pour la patrie. Également, il a souhaité prompt rétablissement aux blessés. Pour lui, le pays n'a pas besoin de cette violence, mais de paix et de cohésion sociale. C'est pourquoi il a mis en garde tous ceux qui attisent la haine et la violence entre les populations maliennes. Et d'appeler le peuple à soutenir nos forces de défense et de sécurité.

Le Guide des Ançars a annoncé que ses disciples ont déjà investi à hauteur de 150 millions de F CFA comme contribution aux efforts de soutien à l'armée malienne. Pour Haidara, pour être un bon musulman, il ne suffit pas d'être pieux, mais aussi et surtout aussi d'être un bon citoyen engagé pour son pays. Pour terminer, il a salué et remercié l'ensemble des forces de sécurité pour leur professionnalisme lors de la couverture sécuritaire du Maouloud. Chérif Ousmane Madani Haidara a réitéré son

soutien et accompagnement à l'endroit des forces de sécurité.

Au nom des l'ensemble des forces de sécurité, le Directeur Général de la Police Nationale, le Contrôleur Général Soulaïmane Traoré a remercié le guide pour ce geste. Il dira que : « la protection des personnes et la sécurité de leurs biens est la mission principale des forces de sécurité et nous allons le faire coûte que coûte ». Le DG de la police a salué toutes les forces de sécurité et les a exhortées à plus de courage et de professionnalisme pour le bonheur de la population.

Le Contrôleur Général Soulaïmane Traoré a demandé à Chérif Ousmane Madani Haidara de faire beaucoup de bénédictions pour l'ensemble des forces de sécurité. L'occasion a été mise à profit par la Fédération Internationale Ançardine (FADI) pour offrir des attestations de reconnaissance à la Police, à la Gendarmerie, à la Garde Nationale et à la Protection Civile.

■ Yama DIALLO

Bataille judiciaire pour le contrôle du CMC : La justice rejette les requêtes d'Ousmane Babalaye Daou

Le Tribunal Administratif de Bamako, au cours de son audience du 12 novembre 2021, présidée par Madiou Sangho, a rendu son verdict dans le contentieux né de l'élection des membres de l'Assemblée consulaire du Conseil Malien des Chargeurs (CMC). Ousmane Babalaye Daou a été débouté.

Le tribunal a procédé à la rétraction du jugement n°454 en date du 29 octobre 2021 du Tribunal Administratif de Bamako. Il a rejeté comme mal fondées la requête n°649 du 28 octobre 2021 et celle n°669 du 08 novembre 2021 des candidats de la liste « B » à l'élection des membres à l'Assemblée consulaire du Conseil Malien des Chargeurs. Le président sortant du CMC, Ousmane Babalaye Daou perd la bataille judiciaire qu'il avait engagée pour invalider les opérations de vote du 30 octobre. Ce verdict confirme la victoire de Bourama Mounkoro qui va prendre la tête du CMC, après 14 ans de présidence d'Ousmane Babalaye.

La fin d'un règne sans partage

En effet, après avoir passé 19 ans au Conseil Malien des Chargeurs (CMC) dont 14 ans comme président, Ousmane Babalaye Daou s'accrochait toujours à son fauteuil jusqu'à la tombée de la décision du Tribunal Administratif de Bamako ce vendredi 12 novembre 2021. Une décision judiciaire qui sonne à la grande surprise du perdant la fin d'un règne sans partage durant 14 ans.

Bien avant même que le mandat de l'actuel président du Conseil Malien des Chargeurs Ousmane Babalaye Daou ne prenne fin, des

manœuvres se faisaient en coulisse pour l'évincer de cette institution consulaire où on considère qu'il a suffisamment duré sans produire des résultats à hauteur de souhait.

Certains de ses détracteurs vont même jusqu'à dénoncer une gestion personnalisée du Conseil Malien des Chargeurs par Ousmane Babalaye Daou qui s'appuie, selon eux, sur des corporations qui ne sont pas les vrais chargeurs, comme les pharmaciens et autres, dans l'espoir de rempiler.

Pour rappel, l'action enclenchée devant les tribunaux a conduit à l'arrêt du processus régulier de renouvellement. En effet, vu la bataille judiciaire, le ministre des Transports a pris le décret n°2021-0728/PM-RM du 12 octobre 2021 portant création d'une administration provisoire du Conseil Malien des Chargeurs dirigée par Souleymane Baba Traoré pour une durée de 6 mois. Ce, afin de gérer les affaires courantes du CMC.

Vivement l'installation de Bourama Mounkoro dans 6 mois, ce qui correspond à la fin du mandat de l'administration provisoire.

Nouhoum DICKO
Source : L'Alerte



Rentrée scolaire 2021-2022 : La non-évaluation traîne sur le bureau de Dédéou Ousmane

La ministre de l'Éducation Nationale du Mali, Dédéou Ousmane n'a totalement pas la paix, dans la mesure où la Synergie des syndicats signataires du 15 octobre 2016 tient toujours à la non-évaluation des apprenants comme arme nécessaire pour aboutir à leur objectif.

La ministre de l'Éducation Nationale, Dédéou Ousmane, a toujours du pain sur la planche. Et pour cause, les enseignants, tout en mettant un peu d'eau dans leur vin, s'arc-boutent sur la non-évaluation comme moyen de pression sur le gouvernement de la République du Mali.

C'est dire que les soldats de l'éducation donneront les leçons dans les classes mais les interrogations, devoirs, compositions et trimestres ne sont pas pour le moment à l'ordre du jour. Et cela, jusqu'à nouvel ordre, les évaluations attendront.

A la suite de la dernière négociation avec le gouvernement, la lettre circulaire n°020 de la Synergie modifie les contenus des circulaires n°14 et 19. La dernière lettre a donc circulé à l'attention des administrateurs scolaires et des enseignants des enseignements secondaire, fondamental et de l'éducation préscolaire et spéciale.

Les enseignants suspendent le contenu de la lettre n° 019 du 28 octobre 2021 invitant les enseignants à la non-évaluation, à la non-prise des classes à double division, des classes à double vacation, la non-exécution des heures supplémentaires et à la non-prise des classes à effectif dépassant 50 élèves.

Cette décision est prise par les enseignants afin de faciliter la tâche administrative. « Les syndicats de l'éducation afin de permettre aux directeurs de s'organiser et de mieux se préparer pour les actions futures demandent aux collègues de rendre les notes et les propositions qu'ils ont à leur disposition », lit-on dans la lettre circulaire dont nous nous sommes procuré une copie. Elle précise par la suite que la non-évaluation reste en vigueur. Cela, en attendant la tenue d'une assemblée générale dont la date reste pour le moment aux calendes grecques.

Cette décision des enseignants est saluante pour l'école malienne. Elle ébauche un début d'entente entre les différentes parties pour ju-



guler la crise qui n'a que trop duré. En revanche, elle ne mettra pas totalement fin à cet imbroglio qui devient le canard de Robert Lamoureux dans l'école malienne.

Les négociations engendrant des concessions de cette sorte, le recul n'est plus permis pour une année scolaire normale et réussie. Il est temps de chercher à sauver l'école malienne des maux qui la minent depuis belle lurette.

Pour le faire, des concessions doivent être de mise de la part de toutes les parties. Sinon l'analphabétisme est en train de retourner chez beaucoup d'élèves maliens à cause des débrayages infinitésimales.

Bazoumana KANE
Source : L'Alerte



La société civile Ouest-africaine : Un allié sûr du Mali face à la CEDEAO

A lors qu'il subit les sanctions et l'ostracisme de la CEDEAO, le Mali est plus que jamais célébré par la société civile africaine. Très incontestablement, le pays de Soudiata Keïta - grâce au concours de ses fils - écrit une page glorieuse de son histoire politique. C'est, du moins, l'impression que laisse la dernière lettre - de la Confédération des Syndicats autonome du Sénégal - adressée à l'Union Nationale des Travailleurs du Mali. Dans une correspondance datée du 15 Octobre 2021, la Confédération du Sénégal précitée a manifesté son « message de solidarité et de soutien » à sa consœur, l'UNTM-MALI.

On se souvient, en effet, que le Niger et la France, surtout, ont déclaré leur opposition au recrutement de sociétés privées militaires

russe, par la transition malienne. En septembre dernier, dans une adresse assez vigoureuse, l'UNTM-MALI est montée au créneau pour dénoncer ce qu'elle considère comme des « empiètements injurieux » contre la souveraineté du Mali. Aussi, dans son message, l'UNTM a manifesté « tout son soutien au gouvernement de signer tout accord susceptible de renforcer davantage nos capacités d'endiguer le complot international ourdi contre [Le Mali] ».

C'est cette « déclaration courageuse » qu'a tenu à féliciter et appuyer la Confédération des Syndicats autonome du Sénégal. Elle affirme, au demeurant, suivre « avec intérêt » l'évolution de la situation au Mali.

Cette correspondance venue du Sénégal a de quoi encourager, au-delà des syndicats, tout

le peuple du malien. Il s'agit, en effet, d'une prise de position politique en faveur du régime Goïta, dont la légitimité populaire semble plus prononcée, que celle de la CEDEAO. Tandis que celle-ci passe son temps à stigmatiser le Mali, les peuples Ouest-africains s'évertuent à lui témoigner leur solidarité. Aussi, le moins qu'on puisse dire, est que la Confédération des Syndicats autonome du Sénégal a fait des émules. Selon nos informations, l'ambassade du Mali au Niger a reçu, le 15 novembre passé, une délégation du Mouvement Tous Pour La République Al-Qibla (TPLR, mouvement politique nigérien).

« Le message symbolique dont la délégation était porteuse est un message d'accompagnement, d'encouragement et de soutien au peuple frère du Mali qui vit une situation difficile incomprise et blâmée injustement par la CEDEAO, la France, l'Union Européenne », a indiqué un membre de la délégation. Le Mouvement TPLR estime que toutes ces entités ont un « agenda totalement déconnecté des réalités de l'épreuve que traverse le Mali et feignent d'ignorer les besoins des maliens auxquels elles demeurent insensibles ».

Tout se passe comme si, la CEDEAO des peuples a décidé de s'ériger en contrepoids face à la CEDEAO des Chefs d'Etats et de gouvernements. Sur les plans de l'argumentation et de la communication, la première semble damer le pion à la seconde qui se borne à édicter des sanctions. En attendant, chaque jour qui passe lui apporte son lot de discrédit dans l'opinion publique. On peine à comprendre pourquoi la CEDEAO des chefs d'Etat s'acharne ainsi sur le Mali ; au lieu de l'accompagner. Que ne va-t-il pas ?

Malik Wogo



Affaire Housseini A. Guindo : quand le Ministre de la Justice donne raison à Malikilé

Après la rocambolesque disparition - réapparition de Housseini Amion Guindo, votre quotidien en ligne Malikilé, après s'être interrogé s'il s'agissait d'une faute politique ou d'une farce de l'intéressé a ainsi conclu sa « Une » : « **Il reste au Procureur de la République compétent de faire son travail : ouvrir une information judiciaire pour identifier et arrêter les auteurs d'un tel forfait étouffé dans l'œuf ou confondre Housseini Amion Guindo avec les conséquences qui s'attachent à son geste. Car Poulo ne peut charger et être déchargé sans explication** ».

Eh bien c'est fait ! En effet, par lettre N° 0000894 /MJGS-SG du 16 novembre 2021, le ministre de la justice, Garde ses Sceaux, a demandé au Procureur Général près la Cour d'Appel de Bamako, l'ouverture d'une enquête.

L'ancien ministre Housseini Guindo pourrait ainsi tenir son engagement solennel « d'apporter des preuves de ce que je dis, que je mettrai à la disposition de la justice. ».

Ces preuves ne seront plus sur les réseaux sociaux ou sur les antennes des radions nationales et internationales mais devant la justice de son pays.

■ Moctar Sow



La lettre du ministre de la justice adressée à Monsieur le Procureur général

MINISTRE DE LA JUSTICE ET
DES DROITS DE L'HOMME

SECRETARIAT GENERAL



N° 0000894 / MJDH-SG

REPUBLIQUE DU MALI
Un Peuple - Un But - Une Foi

Bamako, le 16 NOV 2021

Le Ministre de la Justice et des
Droits de l'homme, Garde des
Sceaux

A

Monsieur le Procureur Général
près la Cour d'Appel

BAMAKO

Objet : Demande d'ouverture d'une enquête.

Depuis un certain temps, certaines informations circulant sur les réseaux sociaux et les différentes plateformes médiatiques font état d'une tentative d'enlèvement de Monsieur Housseini Amion GUINDO, Président du Parti CODEM.

A ce jour, le Ministère de la Justice et des Droits de l'Homme n'a eu connaissance d'aucune plainte concernant cette affaire.

Cependant, en vue de faire toute la lumière sur ces informations, je vous invite à faire procéder à l'ouverture d'une enquête et tenir informé de l'évolution de la situation.

J'attache du prix à l'exécution correcte de la présente instruction.



Le Ministre,

MAMADOU KASSOGUE
Ministère de l'Ordre National

Sadou Harouna Diallo, ancien premier Vice-président de la CODEM : « Un nationaliste ne doit pas vouloir aller aux élections aujourd'hui »

Dans une interview qu'il a accordée au journal "L'ALERTE", l'ancien premier Vice-président de la CODEM, Sadou Harouna Diallo, revient sur les raisons de sa démission du parti de Poullo. Il a aussi évoqué ses projets pour soutenir la Transition avant de se prononcer sur les sanctions de la CEDEAO qui ont ciblé les autorités de la Transition. Interview !



Qu'est-ce qui a motivé votre décision de démissionner de la CODEM ?

La raison réelle est que je n'ai jamais aimé une personne comme j'ai aimé le président de la CODEM. Je n'ai jamais aimé la politique d'un parti comme la CODEM. Mais ces trois derniers mois, l'homme m'échappe. Comme je suis le 1^e Vice-président de la CODEM, je pense comme tous les Maliens qu'il ne doit pas y avoir les élections. Parce que pour moi, quelque que soit l'homme qui va être élu en ce temps où nous sommes, il ne sera pas légitime. Il n'aura même pas 10% de votants. Donc pour moi, cette personne n'est pas légitime et quand on n'est pas légitime dans ce

pays et qu'on a le pouvoir, on ne fait que régresser. Il a pris certaines décisions ces derniers temps. Il fait des interventions à la télé. A chaque fois qu'il parle, je le félicite parce qu'il accompagnait au départ la Transition. Mais ces derniers temps, il s'acharne trop sur les autorités pour aller aux élections et moi, je ne suis pas pour. Je pense en tant que 1^e Vice-président du parti, on doit s'asseoir et parler. J'avais compris moi-même que le respect et l'honneur que je lui donne peut-être n'est pas le même pour moi. Je continue à aimer mon parti, mais je préférerais déposer. Pour ne pas avoir des embrouilles avec lui, j'ai déposé ma démission. Je souhaite qu'il revienne en arrière parce que même s'il veut aller aux élec-

tions, ce n'est ni la CEDEAO, ni l'Union Européenne, encore moins l'ONU qui peuvent faire de lui le président de la République. C'est le peuple malien. Et même les gens de sa contrée ne pourront l'élire, donc il ne sera jamais légitime.

Quels sont vos projets ?

Mes projets, c'est de créer un mouvement national patriotique pour continuer à aider la Transition à ramener la paix et la quiétude dans ce pays, parce qu'on en a besoin. Aujourd'hui, nous avons été lâchés par nos partenaires les plus proches dont la CEDEAO. Je pense que c'est le moment où on ne doit pas

parler d'opposition ou de quoi que ce soit. On doit être derrière les militaires pour soutenir la Transition.

Que pensez-vous des sanctions ciblées de la CEDEAO ?

Pour moi, nous sommes sanctionnés depuis 2012. Les tueries qui se font chez nous, c'est plus que des sanctions. Nos éleveurs n'arrivent pas à aller au pâturage, ce sont les sanctions. Nos cultivateurs n'arrivent pas à cultiver leurs champs, ce sont des sanctions. On est sous une sanction de Dieu qui est plus fort que tout cela. Les sanctions que la CEDEAO a annoncées sont pour moi un non-événement. Ce qui est plus important pour nous, c'est de connaître ce que nous sommes et ce que nous voulons être. Il faut qu'on soit ensemble, qu'on ait une seule option, qu'on reste derrière la Transition afin de ramener notre honneur. Parce qu'on est en train de perdre notre honneur. Les grands patriotes que je connais, les nationalistes que connais ne veulent pas accompagner la Transition, cela fait mal au cœur. J'ai toujours considéré Poulo, mon président,

comme un patriote et un nationaliste. C'est pourquoi, je suis derrière lui. Dans ma tête, je suis toujours derrière lui, même si je ne suis plus dans son parti. Un nationaliste ne doit pas vouloir aller aux élections aujourd'hui. J'invite tous les Maliens, tous les hommes politiques à en être un pour accompagner la Transition. Là, on ne sentira pas du tout les sanctions de la CEDEAO.

Quelles sont les actions que vous envisagez pour soutenir la Transition ?

Mes actions, c'est de continuer à sensibiliser les hommes et les femmes à soutenir la Transition. Je vais faire une tournée dans le Mali pour convaincre les gens dans ce sens. Ici à Gao, je fais la même chose. J'essaie de réconcilier tous les partis politiques et le M5-RFP. J'invite le M5-RFP à respecter les partis politiques. Je crois en la Transition et je pense, s'il y a l'union sacrée entre les Maliens, qu'on pourra réduire cette insécurité. Mais les Nations Unies, ce sont les gendarmes du monde. Ils sont chez nous il y a 8 ans. Pourquoi ils n'ont pas pu éradiquer le terrorisme ? Ne de-

mandez pas à un Etat d'éradiquer le terrorisme là où les Nations Unies ont échoué. Quelque part, nous pouvons réussir par stratégie. Tout homme qui dit la vérité gêne. Même moi qui demande aux Maliens d'être un pour suivre la Transition, je gêne. Je connais Choguel depuis ses années d'étudiant. C'est un homme honnête. On ne l'aime pas parce qu'il dit la vérité, parce qu'il n'est pas corrompu, et dans ce pays quand tu n'es pas corrompu, les gens ne t'aiment pas. Si aujourd'hui vous voyez que mon ex-président est le seul à pouvoir parler à la télévision et dans les médias, c'est parce qu'il n'est pas corrompu. Il a su garder sa dignité et je pense qu'il saura continuer à garder sa dignité. Mais je l'invite à regagner la Transition pour qu'on puisse lutter contre les décisions de la CEDEAO et de l'ONU. Nous qui habitons ici, qui sommes ensemble, parlons le même langage, nous ne trouverons pas mieux que Choguel.

Réalisée par Nouhoum DICKO
Source : L'Alerte



Mali-CEDEAO : Choisir, c'est renoncer au reste

Le tiraillement entre la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et les autorités de la Transition malienne ne connait pas de répit. Ce, depuis le premier coup d'Etat en date du 18 août 2020 perpétré par les colonels.



Dans la foulée du départ de l'ancien président Bah et son Premier ministre Moctar, Choguel Kokalla Maïga a été choisi par le Mouvement du 5 Juin-Rassemblement des Forces Patriotique (M5-RFP) à la demande des colonels pour la Primature. Comme convenu au départ de la Transition, les élections étaient prévues pour février et la présidentielle devrait ouvrir le bal. La CEDEAO, dont le Mali est incontestablement membre fondateur, tient au respect du délai des 18 mois. L'organisation sous-régionale a durci le ton contre les dirigeants de la Transition, le dimanche 7 novembre 2021, lors du sommet extraordinaire tenu à Accra. Il a été décidé de sanctionner les autorités en gelant leurs avoirs financiers et en les empêchant de voyager au même titre que les membres de leurs familles. Le gouvernement de la République du Mali n'a pas tardé à prendre acte de ce durcissement des sanctions à son encontre pour non-tenue des élections dans le délai. C'était le 8 du même mois. En outre, il déplore que la CEDEAO ne tienne pas suffisamment compte des aspirations profondes du peuple malien et des

efforts déployés au quotidien par les autorités de Transition pour relever les défis multiples auxquels le pays est confronté et pour une stabilité durable. C'est donc l'expression du regret de la part des dirigeants maliens. Ils doivent savoir que vouloir une chose et son contraire est tout simplement impossible. La prorogation de la Transition ne se décide pas sur un coup de tête, elle se prépare sérieusement et s'exécute avec courage et abnégation. Pour le faire, les autorités maliennes doivent s'attendre à tout, les conséquences seront à tirer, car la CEDEAO ne tardera pas à mettre en branle son instrument de sanctions. Vouloir prolonger la durée de la Transition, c'est renoncer à la tendresse de la CEDEAO. Si les autorités de Transition et leurs familles ne voyagent pas dans la zone CEDEAO à cause des sanctions, cela ne vaut pas la peine d'exprimer le regret dans la mesure où la vie de la nation est en jeu et s'il s'avère que leur combat se fait pour le Mali. De quoi ont-ils peur ? C'est l'occasion pour tous de savoir qu'on ne sera que Malien. La sécurité, l'école, la santé pour le développement du Mali sont l'affaire de

tous. Il n'est plus décent d'envoyer les malades dans les hôpitaux de l'extérieur et les enfants dans les écoles étrangères. Il faudra construire chez soi.

Il faudra donc être homme dans cette nouvelle révolution qui se profile à l'horizon. La parole ne sert à rien là où le silence doit s'imposer. L'expression d'un quelconque regret est assimilable à un coup d'épée dans l'eau. « Si la parole est d'argent, le silence est d'or », dit la sagesse populaire. Dans la mort du loup, Alfred de Vigny disait aussi : « Parler, pleurer, prier est également lâche/ Fais énergiquement ta longue et lourde tâche/ Dans la voie où le sort a voulu t'appeler/ Puis après comme moi, souffre et meurt sans parler »

La réussite de cette Transition est liée à la lutte contre l'insécurité, le retour de l'administration partout dans le pays et enfin l'organisation d'élections libres, crédibles et transparentes qui installeront un président démocratiquement élu.

Bazoumana KANE
Source : L'Alerte

7^{ème} édition de la Nuit de la philanthropie : Le Général Ismaila Cissé reçoit le trophée « Philanthrope de l'année 2021 »

Dans le cadre du Mois de la Solidarité et de la Lutte contre l'Exclusion, l'Association Philanthropie, en partenariat avec les autorités maliennes, a organisé la 7^{ème} édition de la cérémonie de récompense des acteurs et actions humanitaires dénommée la NUIT de la PHILANTHROPIE, le samedi 13 novembre 2021, à l'Hôtel Olympe de Bamako. Au cours de cette cérémonie, l'Association Philanthropie a décerné des trophées à des personnes qui ont eu à poser des actes humanitaires et de solidarité. Parmi ces personnes, figure le Général Ismaila Cissé, ancien gouverneur et ancien ambassadeur, qui a reçu le trophée « Philanthrope de l'année 2021 ».

Outre les récipiendaires comme le Général Ismaila Cissé, on notait la présence du président de l'Association Philanthropie, Abdoulaye N. Tembely, le ministre délégué auprès du ministre de la Santé et du Développement Social, chargé de l'Action Humanitaire, de la Solidarité, des Réfugiés et des Déplacés, Oumarou DIARRA, des responsables de la BND, de Moov Africa Malitel, de SUNU Assurances, des membres de la famille de feu Amadou Toumani Touré (ATT) et de feu Soumaïla Cissé, des responsables de la communauté Peulh du Cameroun et bien d'autres. Après les mots de bienvenue du représentant du Maire de la Commune V du District de Bamako, le président de l'Association Philanthropie, Abdoulaye N. Tembely, aussi bien que le ministre Oumarou DIARRA, ont tous salué et remercié les généreux donateurs et les actes de solidarité posés par les personnes de bonne volonté. Après avoir donné 1 million de FCFA et 5 tonnes de mil à l'Association Philanthropie, le ministre Oumarou Diarra a informé l'auditoire de la donation de 2 millions de FCFA par le Président de la Transition, le Colonel Assimi GOÏTA, à l'Association Philanthropie. Au cours de cette cérémonie, plus de 4 millions de FCFA ont été donnés par des personnes de bonne volonté pour faciliter la prise en charge des enfants malades de « bec de lièvre ». Au cours de la cérémonie, l'Association Philanthropie a décerné des trophées à des personnes qui ont eu à poser des actes humanitaires et de solidarité. Parmi ces personnes figure le Général Ismaila Cissé, ancien gouverneur et ancien ambassadeur qui a reçu le trophée philanthrope de l'année 2021. Après avoir reçu son trophée, le Général Ismaila Cissé a remercié le Président de l'Association PHILANTHROPIE, Abdoulaye N. TEMBELY de lui

avoir décerné ce prestigieux trophée. A noter que c'est grâce aux actions humanitaires posées sur le site des déplacés à Senou près de Bamako que le Général Cissé a bénéficié de ce trophée. Aux dires du Général Cissé, à la date d'aujourd'hui, 1327 personnes, dont les 2/3 sont des femmes et des enfants, bénéficiant d'eau potable, de latrines, d'écoles de dispensaires, de mosquées, de terrains de foot et d'aire de jeux, sont sur le site des déplacés à Sénou. Il a saisi l'occasion pour remercier les généreux donateurs. « Pour terminer, je voudrais transmettre aux autorités de la Transition le message des Déplacés de la périphé-

rie de Bamako. Ce message est un vœu qu'ils formulent en vue de leur retour dans leurs villages respectifs tout en souhaitant bénéficier avant ce retour, de l'assistance du gouvernement pour leur permettre de se passer de l'aide des généreux donateurs », a souligné le Général Cissé.

Cette nuit de la philanthropie a été agrémentée par la prestation des artistes et humoristes comme Safi Diabaté, le groupe Benso, Alima Togola.

Aguibou Sogodogo
Source : Le Républicain



Saïf Al-Islam Kadhafi : Forces et faiblesses d'une candidature

« Ils croyaient nous avoir enterrés. Ils ont oublié que nous étions des graines ».

Au regard de l'actualité, Saïf Al-Islam Kadhafi semble incarner ce proverbe. En effet, le fils - et fervent soutien -, du défunt guide libyen a déposé sa candidature à l'élection présidentielle libyenne, dimanche dernier. L'homme s'est affiché devant les caméras en habit traditionnel, dont les couleurs évoquent (ceux de) son père. Tout un symbole ! Cette candidature a suscité beaucoup de commentaires, au-delà des frontières libyennes. Mais, au juste, quelles en sont les forces et les faiblesses ?

Comme forces, Saïf Al-Islam Kadhafi a pour lui, surtout, son patronyme et ce qui va avec. En effet, de tout temps il a été un fidèle de son père. Il l'aura accompagné jusqu'à sa chute, en compagnon dévoué. Aujourd'hui, les promesses non-tenues de la révolution et la trahison d'un occident intéressé, ont réussi à faire regretter le colonel Kadhafi. Son fils sem-

ble un recours, voire un secours, pour ressusciter une époque autrement plus enviable, à défaut d'être parfaite. Il en est ainsi, d'autant plus que l'homme connaît la politique et les interlocuteurs étrangers pour les avoir « pratiqués ». Ce qui, théoriquement, lui évitera de perdre du temps en cherchant ses marques. Enfin, malgré les condamnations judiciaires et autres sanctions financières infligées à lui et son entourage, il est fort à parier que Saïf Al-Islam Kadhafi jouit encore d'une manne financière et des réseaux discrets, lui permettant de battre efficacement campagne. L'immensité de la fortune du clan Kadhafi est un secret de polichinelle. Elle pourrait servir Saïf, en ces temps-ci.

Toutefois, sa candidature fait face à un certain nombre d'obstacles. A ce titre, il convient d'évoquer la situation sociopolitique libyenne. En effet, à supposer que soit retenue la candidature du fils Kadhafi, il n'est pas certain que les élections aient lieu à la date indiquée.

C'est-à-dire, fin Décembre 2021. D'ailleurs, beaucoup prédisent un report inévitable en raison de l'état actuel du pays, objet d'une partition entre groupes rebelles. Saïf-Al Islam pourra-t-il patienter ?

Ensuite, en tous les cas, il devra affronter entre autres le maréchal Haftar dont on connaît la puissance militaire. Or, de ce point de vue, rien n'est garanti. Même s'il gagne les élections, Saïf Al-Islam devra nécessairement composer avec le maréchal, autrefois opposé à son père. Le voudra-t-il ? Pourrait-il en être autrement ? Enfin, il faut rappeler qu'un mandat d'arrêt international a été émis contre lui par la CPI. « Je considère la candidature de Saïf comme injuste, car il est toujours recherché par la CPI. Et, il a de nombreuses affaires contre lui ; en plus du fait qu'il est une figure controversé », a déclaré un libyen au micro d'Africanews. Cela dit, l'histoire fourmille de cas où, la justice internationale a été mise à contribution pour écarter un concurrent politique. A cet égard, il faut craindre que l'actuel premier ministre Abdulhamid al-Dbeidah ne soit tenté de livrer Saïf à la Cour Pénale internationale. Légal, le geste n'en serait pas mieux pernicieux et ruineux pour le fils du Colonel.

Malik Wogo



France : Macron débloque près de 2 milliards d'euros pour développer l'hydrogène vert

Le chef de l'État français a fait cette annonce mardi 16 novembre lors d'une visite dans l'entreprise Genvia, qui se lance à Béziers dans la production d'hydrogène bas carbone. À cinq mois de la présidentielle, Emmanuel Macron est venu sur les terres de Robert Ménard pour réaffirmer sa croyance dans l'avenir industriel du pays et envoyer quelques messages à ses adversaires.



« Ça, c'est l'avenir », explique-t-on au président, au moment de lui montrer les pièces qui serviront à fabriquer de l'hydrogène décarboné.

Un secteur sur lequel mise Emmanuel Macron dans son plan « France 2030 », slogan inscrit sur une grande affiche verte au centre de l'usine.

Une projection vers l'avenir qui permet au chef de l'État d'envoyer, au milieu des ouvriers, un message très politique :

On ne répond jamais aux difficultés du temps en ayant la nostalgie d'un passé qui n'est plus,

mais en redoublant de capacités à résister et à ne pas céder, mais à penser l'avenir dans ces dynamiques nouvelles.

Allusion très claire au discours du polémiste Éric Zemmour et à l'extrême droite. Le président Macron est en campagne, peut-être. Cependant, le maire de Béziers, Robert Ménard, pourtant proche de l'extrême droite, ne trouve rien à redire à sa visite :

Moi, ça ne me coûte rien de dire "Merci Monsieur le chef de l'État". Je ne suis pas d'accord avec lui, mais quand c'est bien, c'est bien. Et venir dans une ville comme la nôtre, avec

l'image que nous avons politiquement, je trouve un : que c'est courageux, deux : que ce n'est pas sectaire, et trois : que c'est intelligent de sa part. Tu ne peux pas ne pas parler à cette France-là.

Il faut dire qu'Emmanuel Macron n'est pas venu les mains vides. Il débloque 200 millions d'euros pour aider l'entreprise Genvia. De quoi récolter quelques applaudissements à son départ.

Source : RFI

www.malikile.com

Ouganda : Un double « attentat » à Kampala fait plusieurs morts

Plusieurs explosions ont eu lieu, mardi 16 novembre, dans la capitale ougandaise. La police soupçonne des membres de groupes liés aux ADF (Forces démocratiques alliés) d'être à l'origine de cet « attentat ».

La police affirme que les deux explosions de ce mardi matin sont des attentats-suicide dont les responsables sont des membres des groupes liés aux ADF. À 10h, mardi matin, les caméras de surveillance montrent un homme portant un sac à dos déclencher une bombe à proximité du commissariat central de Kampala. L'explosion a atteint un rayon de 30 mètres, touchant le portail d'entrée du poste de police.

« Je n'étais pas loin du Parlement. J'avais un rendez-vous là-bas et j'étais peut-être à 300 mètres quand nous avons entendu une explosion et nous avons vu de la fumée. Les gens ont commencé à courir, courir partout... C'est

à ce moment-là qu'on a compris que c'était une bombe », raconte un témoin à RFI.

« Il y a eu une deuxième explosion devant nous »

Trois minutes après la première explosion, une deuxième bombe, transportée par deux hommes se faisant passer pour des mototaxis, explose à son tour juste en face du ministère de l'Information, rue du Parlement. Mais le porte-parole de la police, Fred Enanga, affirme qu'un quatrième attaquant a également été arrêté par les forces de l'ordre dans le quartier de Bwaise, au nord de la ville. Après

son arrestation, les policiers ont retrouvé un engin explosif à l'intérieur de son domicile.

« Et alors qu'on courait pour se mettre à l'abri, il y a eu une deuxième explosion devant nous. Et j'ai vu des gens blessés. J'ai continué à courir, j'avais peur... Mais la personne qui était avec moi a été blessée aux deux jambes et elle a été évacuée vers un hôpital. Je ne sais pas si elle est encore vivante, car elle était en piètre état », rajoute ce même témoin.

Les autorités évoquent trois morts, trois civils pris dans les explosions ; trente-trois personnes sont blessées et cinq le sont grièvement, a ajouté le porte-parole de la police lors d'une conférence de presse. Plusieurs points du quartier administratif de la capitale sont, depuis, bouclés par les forces de l'ordre et l'armée a été déployée massivement à Kampala. Ces explosions interviennent juste quelques semaines après deux premières attaques à la bombe en Ouganda. Des attaques également reliées par les forces de l'ordre aux cellules dormantes des ADF dans le pays.

Source : RFI



Mondial 2022 : Dans la souffrance, l'Algérie obtient son ticket pour les barrages

L'Algérie a fait match nul lors de la finale du groupe A face au Burkina Faso ce mardi 16 novembre (2-2). En première période, Riyad Mahrez a inscrit le premier but de la rencontre. Le Burkina Faso a égalisé grâce à Zakaria Sanogo. En seconde période, Sofiane Feghouli a doublé la mise pour les Verts avant que le Burkina Faso ne revienne au score sur penalty.



Champions d'Afrique, les Fennecs ont eu du fil à retordre face au Burkina Faso dans cette finale de groupe A. Le Burkina Faso pouvait-il arrêter la série de l'Algérie qui restait sur 32 matches sans défaite avant cette confrontation décisive, offrant un ticket pour les barrages ? Le challenge était énorme pour les Étalons qui jouaient au stade Mustapha Tchaker à Blida, où les Fennecs restaient invaincus après 42 rencontres dans cette enceinte.

Une équipe burkinabè diminuée, mais combattante

Alors que les Algériens pouvaient se contenter d'un nul pour continuer le parcours qui mènera au Qatar, le Burkina Faso n'avait pas d'autre option que de l'emporter dans cette finale de groupe A. Mais c'est une équipe burkinabè diminuée par les blessures de ses quatre attaquants (Bertrand Traoré, Lassina Traoré, Abdoul FessalTapsoba et Mohamed Konaté)

qui faisait le déplacement. Diminuée, mais volontaire.

Djamel Belmadi, le coach des Fennecs, pouvait compter sur ses cadres habituels, notamment Islam Slimani. C'est lui qui a la première grosse opportunité à la 18e minute sur une frappe du droit. Le Burkina réplique dans la foulée grâce à un contre. Mais Raïs M'Bolhi est à la parade.

Avec son 26e but en sélection, Riyad Mahrez ouvre le score à la 21e minute et pense avoir mis à l'abri les Fennecs. Sur un coup-franc joué rapidement, Belaili centre dans la surface de réparation. Bounedjah laisse passer le ballon entre ses jambes et derrière au second poteau, le joueur de Manchester City conclut du pied gauche. Il a même l'occasion de doubler la mise à la 32 minute du pied gauche.

Premier but en sélection de Zakaria Sanogo

Mais les Fennecs doivent rester vigilants. À la

28e minute, Sangaré frappe du pied droit et M'Bolhi doit se détendre pour repousser le cuir. Finalement, le Burkina Faso revient dans la course avec le premier but en sélection de Zakaria Sanogo (37e) après une passe décisive en profondeur de Sangaré.

Remplaçant, Feghouli trouve le cadre à la 68e minute sur une passe en retrait de Belaili depuis la surface de réparation. L'Algérie reprend les commandes après avoir été souvent bousculée. Mais un penalty transformé par Dayo remet la pression sur les Verts pour cette fin de rencontre (83e).

Toutes compétitions confondues, l'Algérie n'a donc plus perdu la moindre rencontre depuis le 19 octobre 2019, contre le Maroc. Mais ce soir, les Algériens qui peuvent toujours rêver du Qatar ont surtout joué à se faire peur. On pourra dire qu'avec ses deux passes décisives, Belaili a sauvé les Verts.

Source : RFI



Bélier (21 mars - 19 avril)

Entreprenant et motivé, vous aurez toutes les chances de réussir dans votre job. Vous irez de l'avant, prêt à vous impliquer à fond dans ce que vous ferez. S'il vous manque des éléments pour boucler un projet, vous serez tenace pour trouver une solution.

Rien ni personne ne vous fera dévier de votre idée, car vous serez persuadé qu'elle vous rapportera des euros. Vous aurez suffisamment les pieds sur terre pour ne pas vous lancer à l'aveuglette et vous prendrez des conseils pour atteindre votre but.



Taureau (20 avril - 19 mai)

Vous aimerez votre activité et vous serez même content de partir au travail. Parce que vous l'aurez préparée, cette journée se déroulera bien, et tout ce que vous entreprendrez sera rondement mené et très apprécié par ceux qui vous entoureront.

Jupiter pourrait vous mettre des bâtons dans les roues ou en plein dans le flou dans vos histoires d'argent. En fait, il n'y aura aucun souci particulier, en dehors des vôtres, que vous vous emploierez à cultiver négativement. Réfléchissez de main.



Gémeaux (20 mai - 21 juin)

L'activité professionnelle continue d'être importante. Vous menez plusieurs tâches à la fois et elles pourraient vous épuiser cérébralement. Dans votre service, il peut manquer du monde. La productivité est en baisse et l'ambiance est électrique.

Gare aux dépenses inutiles. L'argent part aussitôt qu'il entre. Pour garder un budget stable, essayez de ne pas craquer dans les sorties. Vos amis pourraient être la cause de dépenses qui tombent mal. Des concessions sont à faire pour maintenir la stabilité.



Cancer (21 juin - 21 juillet)

La configuration planétaire Soleil-Mars vous obligera à défendre votre gagne-pain ! Vous ne vous contenterez pas uniquement de remplir vos tâches habituelles. Vous demanderez directement à votre directeur un poste plus en phase avec vos compétences.

Votre partenaire aura tendance à faire chauffer la carte bleue du couple. Sans faire la morale ou donner des leçons, vous lui direz tout de même de faire extrêmement attention. En effet, il ne faudrait pas que cela devienne une habitude ! Surtout pas...



Lion (22 juillet - 23 août)

Vous retrouverez un bon état d'esprit et, avec lui, la volonté nécessaire pour vous engager dans les entreprises qui vous tiendront à coeur et qui seront prioritaires. De très bonnes intuitions vous guideront, que vous aurez intérêt à mettre en pratique.

Vous traverserez une période de turbulence sur le plan financier. Méfiez-vous des promesses non tenues et des abus de confiance. Ouvrez l'oeil si l'on cherche à vous vendre une occasion en or de faire du profit et voyez à qui vous aurez affaire.



Vierge (23 août - 23 septembre)

Votre planète de secours sera Mars. Vous puiserez votre force dans sa nature combative. Vous serez sur le point de craquer. Ce ne sera pas tant un emploi surchargé que le fait de devoir tout gérer qui vous énervera. Il ne faudra plus rien vous demander.

Il n'est pas dans vos habitudes d'élever la voix pour défendre vos intérêts, préférant en référer à la justice. Mercure vous convaincra de taper du poing sur la table. Votre image en pâtira peut-être, mais votre portefeuille aura beaucoup à y gagner.



Balance (23 septembre - 22 octobre)

Vous ruminez, car l'ambiance vous agace. De la déception survient dans votre vie professionnelle. Vous êtes peu visible et les collègues évoluent sans vous. Ce climat met le feu aux poudres. Évitez de dire vos états d'âme. De la frustration est inévitable.

Si vous faites du shopping, fixez-vous des limites. Des coups de coeur sont différés. Vous réalisez manquer de moyens pour conjuguer les loisirs et les charges. Un peu de frustration est à venir. Laissez passer la journée avant de faire un achat onéreux.



Scorpion (23 octobre - 22 novembre)

Porté par un réseau efficace, vous travaillerez et avancerez de manière sereine. Défendre un projet ou conduire une mission difficile ne vous fera pas peur. En assumant vos charges et vos devoirs, ami Scorpion, vous accumulerez les compliments.

Si dans un premier temps, vous ne réaliserez pas de réelles économies, vous dépenserez votre argent plus intelligemment. Placements boursiers, création d'entreprise, cette journée sera cruciale pour prendre ou signer un engagement financier...



Sagittaire (23 novembre - 21 décembre)

Vous serez très consciencieux et votre perfectionnisme sera apprécié, pourvu que vous n'imposiez pas votre rythme et vos méthodes personnelles à tout le monde. Vous devrez tenir compte que chaque personne sera différente dans sa méthode de travail.

Vous aurez des ambitions financières que vous ne reniez pas. Au contraire, vous assumerez pleinement que l'argent sera loin d'être un sujet tabou. Pour preuve, vous vous démènerez pour en gagner, sans rechigner pour effectuer des heures supplémentaires.



Capricorne (21 décembre - 20 janvier)

Vous ne manquerez pas d'esprit d'entreprise, même si parfois Saturne vous donnera du fil à retordre dans votre secteur d'activité. Quelques réussites pourraient parsemer votre route professionnelle, non grâce à la chance, mais par votre travail acharné.

Sur le plan comptable, vous manquerez d'esprit d'initiative. Au pied du mur, il deviendra urgent de trouver une porte de sortie, mais Jupiter ne vous rendra pas la tâche facile. Lancez-vous un défi en frappant à la porte d'un interlocuteur financier.



Verseau (20 janvier - 19 février)

Une nouvelle activité professionnelle vous tente. Des démarches sont amorcées pour décrocher un poste en affinités avec vos compétences. Uranus votre planète, vous donne envie de changer d'air. Quitter l'entreprise pour une nouvelle est une situation possible.

Essayez de garder votre trésorerie. Gare aux imprévus qui mangent une partie du budget. Si vous faites des achats, comparez les tarifs et ne tombez pas sur le premier article. Des coups de coeur restent probables. Ils peuvent être regrettés par la suite.



Poisson (19 février - 21 mars)

Porté par les bons auspices de Vénus, vous mettez votre talent au service de votre employeur, mais aussi à celui de votre créativité, et de votre réputation. Ami Poissons, pour reprendre un célèbre terme du cinéma, vous serez bancable ! En ce début de mois, vous allez vous assurer que les vases resteront communicants entre vos recettes et vos dépenses, histoire de vivre un mois sans soucis financiers... Votre partenaire vous fera une remarque : pour acheter plus, il faut gagner plus !



L'information est l'oxygène des temps modernes

Malikilé

QUOTIDIEN D'INFORMATION GÉNÉRALES, D'ACTUALITÉS ET DE PUBLICITÉS

Pour tous renseignements, abonnements, reportages, publicités, annonces ...
n'hésitez pas, contactez nous au :

70 44 22 23